L'ABEILLE,

Journal officiel de l'Etat, du Commerce, de l'Industrie, des Sciences et de la Littérature.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 28 NOVEMBRE 1837.

LA CREOLE.

Le succès de cette feuille est dédiement assuré : la dernière livraison, d'après ce que nous avons entendu dire, ne répondait pas aux demandes du public. Nous espérons remédier de cette circonstance qui gênait l'essaie de la Créole, et qui promet aux dames de cette ville ainsi qu'à tous les amateurs de la bonne littérature un passe-temps à la fois agréable et instructif.

HOTEL DE LA MONNAIE.

Nous apprenons, par nos listes maritimes de Philadelphie, que les ouvriers destinés à travailler à l'hôtel de la Monnaie de la Nouvelle Orléans en sont embarqués le 21 de ce mois, à bord de la barque Dromo. Nous devons nous attendre à les voir arriver dans le cours de la semaine prochaine; et nulle après leur arrivée il est à présumer que l'installation commencera à battre monnaie.

Encore un mot sur le Conseil de la Troisième Municipalité.

Nous avons le vif plaisir, dans le procès verbal du journal de la dernière séance de ce conseil que M. Preaux avait retiré son projet d'ordonnance relativement aux pouvoirs du maire et ceux du recorder, et qu'il l'avait remplacé par une autre résolution plus analogue aux circonstances et en vertu de laquelle le recorder n'aura plus le privilège de faire de apostrate au nom de cette municipalité.

Si nous avons connu à l'esprit du premier projet de loi, nous ne l'avons fait que parceque nous y trouvions des principes qu'il serait dangereux de voir adopter par un corps délibérant; des principes qui ne tendent manifestement qu'à confondre les diverses branches d'un gouvernement ou plutôt à donner à l'une d'elles une action trop immédiate sur les actes de l'autre. Il n'appartenait pas au conseil de la troisième municipalité de définir la nature des droits et du devoir du maire, comme il n'est pas non plus dans les attributions du maire de prescrire au Conseil la ligne de conduite qu'il doit suivre. Il n'y a pour ces deux positions distinctes de la municipalité qu'une seule chose à observer, c'est la chute de la ville; en s'y conformant à la lettre, l'exécutif comme la législatif trouveront la mesure précise de leurs prérogatives et de leurs obligations respectives. Mais en s'en écartant on court le risque de se jeter dans le désordre et la confusion d'ingérer aux affaires générales, de la municipalité le cachet de l'incertitude ou de l'illégalité, et de mettre le peuple en garde contre toutes les mesures qui seraient adoptées par elle, en raison des portes qu'il aurait nécessairement à supporter et jamais on voudrait en venir à plaider l'inconstitutionnalité des ordonnances.

La municipalité d'un bas, avait, nous l'avouons franchement, sauté dès son début à pieds joints sur les différences actes d'incorporation de la cité. Sa méprenant d'une façon étrange non seulement sur l'intention, mais même de la législature mais encore sur le texte écrit de la dernière loi de division, et de toutes les autres dont elle sert d'amendement, elle a cru voir, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, dans la nouvelle organisation du conseil de nouveaux pouvoirs accordés au recorder, et en vertu desquels cet officier aurait la direction et la conduite de affaires de la branche exécu ive. De là cette série d'or tonnances pour autoriser le recorder à signer les contrats à faire les fonctions de voyer, d'inspecteur des travaux publics, à surveiller les officiers de la municipalité &c.

On doit bien supposer que le maire a opposé son veto sur chacune de ces ordonnances inconstitutionnelles. Mais la conseil ayant passé outre sa volonté première, les résolutions sont devenues des lois, et la confusion s'en est suivie Que si la mairie eût protesté contre de semblables mesures, et lancé une injonction contre tous les actes qui en seraient devenus la conséquence, les choses se fussent alors expliquées et tout serait rentré dans l'ordre.

Après une année et demie d'expérience, on s'est aperçu cependant du vice de ce système de procédure et l'on a songé à y remédier par une nouvelle ordonnance. Celle que vient de présenter M Preaux à ce sujet et que le conseil a adoptée dans en dernière séance, nous semble convenir en tout point, puisqu'elle ne fait qu'ôter au recorder certains droits incontestablement qu'il avaient été donnés et qu'il aurait dû ne jamais exercer.

Mais s'il nous est agréable d'applaudir au mérite d'une résolution dont le but est de faire disparaître entièrement l'illégalité qui frappait une partie des procédures du conseil de la troisième municipalité, il nous est pénible en même temps d'avoir à blâmer le même membre qui l'a présentée, au sujet d'un autre projet d'ordonnance dont il a gratifié ce conseil, dans la même séance. M. Preaux a proposé d'abroger l'article des règlements quipermet à un membre de demander la reconsidération de son vote (voir le procès verbal de la séance, publié dans l'Abeille d'hier) Cette proposition a été mise à l'ordre du jour pour la séance de demain.

Il est fait par un long article pour démontrer tout le ridicule d'un pareil projet de résolution : il n'y a qu'à faire cognition que la plus élémentaire des lois a été donné est un de ces principes de saine législation qui este est de base aux procédures des peuples les plus civilisés de la terre, pour se convaincre sans avoir même recours à la réflexion que le conseil de la troisième municipalité, sous quelque prétexte que ce fut ne devrait jamais chercher à s'en écarter. Ce principe se trouve consigné en toutes lettres dans le manuel de Jefferson, et n'a été adopté par le Congrès, par les diverses législatures de l'Union, par tous les corps délibérants enfin, qu'après avoir été soumis à un examen des plus minutieux quant aux avantages ou aux désavantages qui pourraient en résulter. Et n'est après plus d'un demi siècle d'expérience, après que vingt-neuf Etats de l'Union ont adopté dans leur règlement parlementaires les plus parfaits, qu'il s'élève une voix à la Nouvelle Orléans, dans l'enceinte d'une municipalité éclairée, pour en demander l'abrogation ? Vraiment nous étions loin de nous attendre à une semblable demande du membre de premier district. Il ne nous est pas donné de découvrir les motifs qui ont pu le porter à proposer une mesure si contraire aux usages parlementaires : mais quelque judicieires que pourront être les remarques qu'il fera à ce sujet, nous l'engageons sérieusement à réfléchir à deux fois avant que d'aborder cette importante question. Toute l'éloquence et la force de langue que nous nous plaisons à reconnaître de cet honorable adversaire pourront bien n'avoir pas le même succès dans un pareil sujet, et vraisemblablement son insistance dans celui de la municipalité qu'il représente nous dévoilerait encore mieux combien il abandonnait son projet.

Et nous le dirons ici avec franchise : ce n'est pas principalement par un sentiment de respect pour la mémoire, la science et la patriotisme de Jefferson que nous regardons comme un sacrilège tout acte qui tend pour but de retrancher une page, une phrase, une ligne, un mot de son code sublime de législation, mais c'est parce que nous avons réfléchi d'une manière toute particulière au mérite de l'article réglementaire qu'on propose d'abroger et nous n'y avons rien trouvé qui justifiât la proposition de M. Preaux. Quel est le but, en effet, de cet article réglementaire ? de laisser à chaque législateur la faculté de changer son vote, lorsqu'il croit s'être trompé ou avoir été surpris, ou qui se sera mépris lui même, puisse revenir de son erreur, et donner le suffrage qu'il doit à sa conscience et au peuple dont il est représentant direct et délégué. Le législateur est pour empêcher enfin qu'un membre qui n'aura pas été à la question sur laquelle il est appelé à voter ne soit privé du droit d'un nouvel examen lorsqu'il se sera convaincu qu'il devait donner son vote d'une toute autre manière.

Le règlement auquel nous faisons allusion est d'une sage-ses extrême: il ne saurait en résulter que des avantages immenses dans tout système d'une législation bien suivante; vouloir donc l'abroger c'est vouloir plonger le conseil de la troisième municipalité dans un désole qu'il ne pourra jamais sortir c'est exposer ce corps à passer une série d'ordonnances vicieuses qui n'auront été adoptées que par trop de précipitation et sur lesquelles il sera impossible de revenir sans accuser de nouvelles ordonnances; en cela, ce sera grossir notre code de lois municipales d'une foule de résolutions contradictoires les unes aux autres; et malheureusement pour nous, nous n'avons déjà que trop de ces ordonnances qui pèchent par ce vice capital.

Nous avons espéré que M. Preaux ne balancera pas à sacrifier son nouvel enfant à cette régularité qui doit régner dans les procédures du conseil.

De l'éducation publique à la Louisiane.

Quelque zèle qu'ait montré la législature de l'Etat, pour assurer sur un pied durable à des institutions où la jeunesse puisse recevoir une éducation plus ou moins complète; et quelques sacrifices qui aient été faits à cet égard; on n'est que depuis peu d'années, que l'on commence à en recueillir le bienfait. Une direction plus habile et plus heureuse a été donnée aux études; et si les écoles primaires laissent encore à désirer les classes plus élevées offrent des moyens de remplir la contestables. Cependant, on ne saurait disconvenir que les résultats généraux de l'éducation ne soient heureux à en manifester; et que ce ne soit la moindre partie de notre jeunesse qui en puisse favorisé. Si l'on en cherche la cause, on n'est certes pas dans l'intelligence des enfans; mais bien dans les habitudes du pays. L'enfance s'y prolonge plus qu'ailleurs, et il est rare qu'avant cept ou huit ans on songe à la soumettre à l'étude. L'aptitude des enfans reste ainsi sans direction, comme sans application; et, si les anatomistes ne jurent pas aidant au développement physique, ils tarissent évidemment en lui de jugement. Dès ce bas-âge, une liberté presque indéfinie, n le difficile l'application à laquelle on contient plus tard les enfans; et l'étude n'est presque jamais pour eux qu'un insipide travail, bon qu'une contrainte pénible.

L'intelligence naturelle prend néanmoins le dessus, et l'on est souvent étonné de la rapidité avec laquelle les enfans franchissent leurs degrés; et des examens brillans ont prouvé, dans les deux paroz, une aptitude réelle pour les différentes branches de l'instruction. Le nombre de sujets qui marchent plus tard dans différentes carrières, ne se trouve pas proportion en rapport avec les dépenses publiques qu'occasion fait concevoir les concours où les examens publics

et la raison en est simple; elle est toute dans les habitudes du pays, et non dans les institutions. Si l'on veut en effet y réfléchir, on verra que ceux que les jeunes personnes commettent à grandir, sont se trouvent déplacées dans une classe; et si les théoriciens et les agrémens de la société viennent empêcher chez quelques unes, à ce qui leur restait à acquérir pour compléter leur éducation, il plus grand nombre en reste aux premiers élémens. Quant aux jeunes gens, ceux qui ont fait le plus de progrès, arrêtés dans le cours de leurs études par le désir de parvenir, n'en voient d'autre moyen que de se placer au plutôt dans le commerce. Ils attendent à peine qu'ils aient quelques notions de calcul, et quelque dextérité dans l'écriture; et ils quittent l'étude au moment du succès. Ce n'est donc pas sur établissemens qu'il faut s'en prendre, mais aux habitudes locales; et il n'appartient qu'au raisonnement et au temps de les modifier. L'éducation commencée tard et finie tôt, ne peut offrir que des fruits sans saveur, et sans maturité; et les jeunes gens affectés, par les vues de leurs parents, à des études spéciales, sont les seuls qui parviennent à percer la foule des médiocrités. Si pourtant, plusieurs sont avec confiance déposer leurs enfans; il s'en trouverait un grand nombre, de prédisposés pour les écoles primaires; et par avancement davantage d'autant plus rapide, qu'ils auraient plus tôt conscrit l'habitude de la subordination.

Quoi qu'il en soit, les parens satisfaits de la gentillesse d'enfans vifs et spirituels, s'inquiètent peu du retard apporté à leur développement moral; ils jouissent, comme leurs enfans eux-mêmes, de leurs jeux, et l'heure arrive bientôt où les uns et les autres sont désenchantés!

Que l'on s'étonne ensuite de voir une jeunesse si prodigue d'espérances, cesser si tôt de briller, et se traîner souvent dans l'ornière de la vie, après avoir paru bondir à l'entrée de la carrière! Elle est entrée trop tôt pour y acquérir la force nécessaire à la parcourir; et l'haleine lui manque après les premiers élans; et, pour dire en un mot toute notre pensée, elle entre dans le monde avant que d'avoir acquis les notions suffisantes pour y marcher sans encombre, au sein des périls qui l'entourent. Des études suffisamment prolongées, en développant ses facultés, la mettent à même d'embrasser avec sécurité des professions quelconques, et l'on ne verrait pas avorter chez elle tan de qualités précoces.

Ces réflexions, dérobées pour les parens seuls, ne peuvent alarmer une partie de nos jeunes gens que la fortune a pu favoriser assez pour que les sacrifices de leurs parens se soient prolongés au point de les conduire au complément de leur éducation. Il n'agit ici de ceux qu'une humble manière d'envisager l'éducation publique a soustraits aux études au moment d'en recueillir les avantages. Nous n'avons pas en vue de critiquer une faiblesse trop commune pour n'être pas excusable; nous cherchons uniquement à faire sentir les avantages d'une éducation plus complète; et à faire ressortir tout le danger de livrer trop tôt la jeunesse à une indépendance dont elle risque d'abuser; si elle n'a pas acquis, dès les premiers pas, l'habitude de l'étude et de l'occupation. Quelle que soit la destination d'un homme, il lui faut une instruction analogue; et celle ci ne s'acquiert qu'à la suite d'études régulières. Si donc, l'éducation première commence trop tard et finit trop tôt, la carrière future s'en ressent; et il reste à craindre, entre l'instant où l'homme peut entrer dans la carrière utile des affaires, et celui où il a cessé de parcourir celle de l'étude, un intervalle souvent bien difficile et bien périlleux à franchir. De 15 ou 16 ans à 21, combien de jeunes gens pleins d'avenir ont pris une voie qui les a égarés pour toujours! Cherchons donc à mettre à profit les avantages résultant de la sollicitude de notre législature; et qu'une aveugle et tendresse ne retarde pas l'instant où l'intelligence peut s'ouvrir avec quelque fruit; n'avançons pas surtout, par une faiblesse inexcusable, l'époque où de jeunes gens, encore inhabiles aux emplois, pourraient acquérir un fond de savoir, et une solidité de jugement, qui leur acquerraient plus tard un rang distingué parmi leurs concitoyens.

POLITIQUE EXTERIEURE—Portugal.

La misérable révolution qui vient de finir en Portugal a mis à nu bien des choses. D'abord, l'impuissance de cette nation usée jusqu'à la corde. Conçu-on rien d'infâme et de débile comme ce parti de la charte qui se soulève à l'instigation de l'étranger, et qui, une fois debout, ne sait plus faire un pas ? Et ce parti constitutionnel qui reste l'arme au bras en face de son ennemi immobile, attendant apparemment qu'il se lasse de se battre et se décide à s'enfuir ? On cite dans l'histoire un certain peuple et une certaine époque de guerres civiles où des armées se heurtaient des journées entières sans qu'il restât d'autres morts et d'autres mourans qu'un soldat égratigné au doigt. Mais chez ce peuple on faisait du moins semblant de se battre, et, si on n'avait plus de vie, on simulait. Le cœur manquait à ce peuple, mais il lui restait quelque vergogne. Le Portugal n'en est même pas là.

Et voilà pourtant où des révolutions faites sans l'assentiment du pays, par des intrigans et des ambitieux, ont conduit une des nations les plus énergiques de la renaissance! France ! prends y garde, il y a là pour toi une grande leçon. Le peuple français a pris parti jusqu'ici dans les débats des factions, parce qu'il s'y croyait intéressé. Mais encore quelques déceptions pareilles à celle qu'il vient de subir, et ce peuple, qui a une certaine parspicacité, laissera faire les intrigans et n'aura rien à attendre, et les regardera de loin vider leurs démêlés. Sans doute, il faudra des années pour l'amener à cette indifférence stoïque et quelque peu brutale où la foule portugaise est descendue. Il y a chez les Français un sang plus vif et que les excès de la prospérité n'ont pas appauvri. Mais l'engourdissement est que ne produisent pas les abus peut devenir le résultat de la misère et des doctrines avilissantes. Les vieux Gaulois étaient une race bien énergique et bien âpre, et pourtant c'est d'eux que l'histoire raconte qu'après les quatre siècles de la domination romaine, après les guerres civiles qui les avaient décimés, après les rudes travaux de la conquête, qu'à la veille d'être envahis par les Germains, ils s'étaient couverts de remparts des villes, et que les conquérans étaient obligés de reconstruire de leur assemail bachiqué ces vaincus de nouvelle sorte.

Une chose encore que nous a révélée cette insurrection du Portugal, c'est l'affaiblissement de l'influence anglaise dans ce pays. L'Angleterre est punie par là où elle a péché. Elle a fomenté la révolte à Lisbonne, et la révolte triomphante la chasse de Lisbonne. En effet, depuis que le parti radical est arrivé au pouvoir de la constitution, l'Angleterre est traitée avec moins d'égards et de respect, et la tendance de la politique intérieure et extérieure de l'époque est peu favorable à l'influence de la Grande Bretagne. L'Angleterre le comprend, elle sait que ce qui requiert d'énergie au peuple portugais consiste exclusivement dans la haine qu'il lui porte. La consolidation de la nouvelle constitution lui devi t donc fatale. Voilà pourquoi elle avait mis à Saldanha les armes à la main.

Les choses étant ainsi, on serait tenté de se réjouir pour le Portugal de l'échauement qui ruine les mieux partisane de la charte de Don Pedro. Mais ou l'osera peine, quand on considère les conséquences probables de cette victoire du parti radical. D'abord n'éveillera-t-elle pas dans les Anglais déçus de redoutables projets de vengeance ? Qui sait, sous ce rapport, jusqu'où pourrait aller la colère et la jalousie d'un peuple qui, pour détruire l'influence française en Portugal, n'a pas reculé devant le sein de l'assemblée qui l'aura décrétée; de prévenir qu'il ne se glisse aucune fraude, aucune surprise, aucune erreur, dans l'acte de voter; de faire en sorte que celui que aura été ainsi trompé, surpris, ou qui se sera mépris lui même, puisse revenir de son erreur, et donner le suffrage qu'il doit à sa conscience et au peuple dont il est représentant direct et délégué. Le législateur est pour empêcher enfin qu'un membre qui n'aura pas été à la question sur laquelle il est appelé à voter ne soit privé du droit d'un nouvel examen lorsqu'il se sera convaincu qu'il devait donner son vote d'une toute autre manière.

Le règlement auquel nous faisons allusion est d'une sage-ses extrême: il ne saurait en résulter que des avantages immenses dans tout système d'une législation bien suivante; vouloir donc l'abroger c'est vouloir plonger le conseil de la troisième municipalité dans un désole qu'il ne pourra jamais sortir c'est exposer ce corps à passer une série d'ordonnances vicieuses qui n'auront été adoptées que par trop de précipitation et sur lesquelles il sera impossible de revenir sans accuser de nouvelles ordonnances; en cela, ce sera grossir notre code de lois municipales d'une foule de résolutions contradictoires les unes aux autres; et malheureusement pour nous, nous n'avons déjà que trop de ces ordonnances qui pèchent par ce vice capital.

Nous avons espéré que M. Preaux ne balancera pas à sacrifier son nouvel enfant à cette régularité qui doit régner dans les procédures du conseil.

De l'éducation publique à la Louisiane.

Quelque zèle qu'ait montré la législature de l'Etat, pour assurer sur un pied durable à des institutions où la jeunesse puisse recevoir une éducation plus ou moins complète; et quelques sacrifices qui aient été faits à cet égard; on n'est que depuis peu d'années, que l'on commence à en recueillir le bienfait. Une direction plus habile et plus heureuse a été donnée aux études; et si les écoles primaires laissent encore à désirer les classes plus élevées offrent des moyens de remplir la contestables. Cependant, on ne saurait disconvenir que les résultats généraux de l'éducation ne soient heureux à en manifester; et que ce ne soit la moindre partie de notre jeunesse qui en puisse favorisé. Si l'on en cherche la cause, on n'est certes pas dans l'intelligence des enfans; mais bien dans les habitudes du pays. L'enfance s'y prolonge plus qu'ailleurs, et il est rare qu'avant cept ou huit ans on songe à la soumettre à l'étude. L'aptitude des enfans reste ainsi sans direction, comme sans application; et, si les anatomistes ne jurent pas aidant au développement physique, ils tarissent évidemment en lui de jugement. Dès ce bas-âge, une liberté presque indéfinie, n le difficile l'application à laquelle on contient plus tard les enfans; et l'étude n'est presque jamais pour eux qu'un insipide travail, bon qu'une contrainte pénible.

L'intelligence naturelle prend néanmoins le dessus, et l'on est souvent étonné de la rapidité avec laquelle les enfans franchissent leurs degrés; et des examens brillans ont prouvé, dans les deux paroz, une aptitude réelle pour les différentes branches de l'instruction. Le nombre de sujets qui marchent plus tard dans différentes carrières, ne se trouve pas proportion en rapport avec les dépenses publiques qu'occasion fait concevoir les concours où les examens publics

Etranger Bachelet, quittant pour toujours les bords ravagés de sa patrie. Le général Lafayette, ci-devant président de l'Assemblée nationale et premier député de Paris, devait se mettre à la tête de nombreux Péruviens qui avaient entrepris de délivrer le pays du joug d'une puissance étrangère.

Bordeaux. Buenos-Ayres—25 sept.

Chagrin sûr l'Angleterre 5 pence trois quarts par piastre d'or. sur Rio Janeiro, 328; pesos de bœuf, qualité supérieure 823 à 25 par pesos de cuir, du pays 900 à 30 do do; do mouton 125 à 840 do 200 à 360; do. saldos 922 à 23; do. do cheval 610 à 11 la pièce; do de la livre 24½ à 3 la livre; laine commune 67 à 13 l'arrobe; peaux de mouton, par douzaine 917 à 19 pour 27liv; viandes de bœuf séchées et fumées (tasajo) 915 à 16 le quintal; suif 873 à 13, l'arrobe.

FRANCE.

— On nous écrit de Toulon, 9 octobre :

— La frégate la Bergère a mis nous voiles ce matin. Ce bâtiment va rallier la division qui se rend à Brest, et qui doit partir bientôt pour St. Domingue.

— La corvette ayant la *Dépêche*, commandée par M. Brindejone-Trégiodé, capitaine de corvette, vient de recevoir l'ordre d'appareiller dans la journée de demain pour une station prochaine. Le bruit court que cet bâtiment va porter des ordres à l'amiral Leblanc, qui rentre immédiatement au port de Toulon pour y attendre une mission.

— Le télégraphe, qui a transmis cet ordre, a fait également connaître que les quatre corvettes de charge qui se trouvaient en partance à Toulon eussent à appareiller dans la journée. En conséquence de cet ordre, la Marne, la Fortune et la Caravane ont mis sous voiles sur-le-champ et se rendent à Rose. L'Aigle prenant son chargement de matériel, 900 boulets de 4, 1,200 obus de 12,500 manches de pelles et 2,500 manches de pioches, ne pourra partir que demain matin avec la même destination.

— La bagarre la Lamproie a embarqué ce soir à 5 heures la 6ème. compagnie de discipline, forte de cent vingt-sept hommes.

— La flotte helvétique s'est dissoute le 23, septembre à la fin de sa cinquantième séance. L'assemblée n'avait rien admis en outre de communications au sujet de la mission confiée à Jacobi. Cependant, on a remarqué dans le procès verbal de la séance, publié dans l'Abeille d'hier) Cette proposition a été mise à l'ordre du jour pour la séance de demain.

Il ne faut pas un long article pour démontrer tout le ridicule d'un pareil projet de résolution : il n'y a qu'à faire cognition que la plus élémentaire des lois a été donné est un de ces principes de saine législation qui este est de base aux procédures des peuples les plus civilisés de la terre, pour se convaincre sans avoir même recours à la réflexion que le conseil de la troisième municipalité, sous quelque prétexte que ce fut ne devrait jamais chercher à s'en écarter. Ce principe se trouve consigné en toutes lettres dans le manuel de Jefferson, et n'a été adopté par le Congrès, par les diverses législatures de l'Union, par tous les corps délibérants enfin, qu'après avoir été soumis à un examen des plus minutieux quant aux avantages ou aux désavantages qui pourraient en résulter. Et n'est après plus d'un demi siècle d'expérience, après que vingt-neuf Etats de l'Union ont adopté dans leur règlement parlementaires les plus parfaits, qu'il s'élève une voix à la Nouvelle Orléans, dans l'enceinte d'une municipalité éclairée, pour en demander l'abrogation ? Vraiment nous étions loin de nous attendre à une semblable demande du membre de premier district. Il ne nous est pas donné de découvrir les motifs qui ont pu le porter à proposer une mesure si contraire aux usages parlementaires : mais quelque judicieires que pourront être les remarques qu'il fera à ce sujet, nous l'engageons sérieusement à réfléchir à deux fois avant que d'aborder cette importante question. Toute l'éloquence et la force de langue que nous nous plaisons à reconnaître de cet honorable adversaire pourront bien n'avoir pas le même succès dans un pareil sujet, et vraisemblablement son insistance dans celui de la municipalité qu'il représente nous dévoilerait encore mieux combien il abandonnait son projet.

Et nous le dirons ici avec franchise : ce n'est pas principalement par un sentiment de respect pour la mémoire, la science et la patriotisme de Jefferson que nous regardons comme un sacrilège tout acte qui tend pour but de retrancher une page, une phrase, une ligne, un mot de son code sublime de législation, mais c'est parce que nous avons réfléchi d'une manière toute particulière au mérite de l'article réglementaire qu'on propose d'abroger et nous n'y avons rien trouvé qui justifiât la proposition de M. Preaux. Quel est le but, en effet, de cet article réglementaire ? de laisser à chaque législateur la faculté de changer son vote, lorsqu'il croit s'être trompé ou avoir été surpris, ou qui se sera mépris lui même, puisse revenir de son erreur, et donner le suffrage qu'il doit à sa conscience et au peuple dont il est représentant direct et délégué. Le législateur est pour empêcher enfin qu'un membre qui n'aura pas été à la question sur laquelle il est appelé à voter ne soit privé du droit d'un nouvel examen lorsqu'il se sera convaincu qu'il devait donner son vote d'une toute autre manière.

Le règlement auquel nous faisons allusion est d'une sage-ses extrême: il ne saurait en résulter que des avantages immenses dans tout système d'une législation bien suivante; vouloir donc l'abroger c'est vouloir plonger le conseil de la troisième municipalité dans un désole qu'il ne pourra jamais sortir c'est exposer ce corps à passer une série d'ordonnances vicieuses qui n'auront été adoptées que par trop de précipitation et sur lesquelles il sera impossible de revenir sans accuser de nouvelles ordonnances; en cela, ce sera grossir notre code de lois municipales d'une foule de résolutions contradictoires les unes aux autres; et malheureusement pour nous, nous n'avons déjà que trop de ces ordonnances qui pèchent par ce vice capital.

Nous avons espéré que M. Preaux ne balancera pas à sacrifier son nouvel enfant à cette régularité qui doit régner dans les procédures du conseil.

De l'éducation publique à la Louisiane.

Quelque zèle qu'ait montré la législature de l'Etat, pour assurer sur un pied durable à des institutions où la jeunesse puisse recevoir une éducation plus ou moins complète; et quelques sacrifices qui aient été faits à cet égard; on n'est que depuis peu d'années, que l'on commence à en recueillir le bienfait. Une direction plus habile et plus heureuse a été donnée aux études; et si les écoles primaires laissent encore à désirer les classes plus élevées offrent des moyens de remplir la contestables. Cependant, on ne saurait disconvenir que les résultats généraux de l'éducation ne soient heureux à en manifester; et que ce ne soit la moindre partie de notre jeunesse qui en puisse favorisé. Si l'on en cherche la cause, on n'est certes pas dans l'intelligence des enfans; mais bien dans les habitudes du pays. L'enfance s'y prolonge plus qu'ailleurs, et il est rare qu'avant cept ou huit ans on songe à la soumettre à l'étude. L'aptitude des enfans reste ainsi sans direction, comme sans application; et, si les anatomistes ne jurent pas aidant au développement physique, ils tarissent évidemment en lui de jugement. Dès ce bas-âge, une liberté presque indéfinie, n le difficile l'application à laquelle on contient plus tard les enfans; et l'étude n'est presque jamais pour eux qu'un insipide travail, bon qu'une contrainte pénible.

L'intelligence naturelle prend néanmoins le dessus, et l'on est souvent étonné de la rapidité avec laquelle les enfans franchissent leurs degrés; et des examens brillans ont prouvé, dans les deux paroz, une aptitude réelle pour les différentes branches de l'instruction. Le nombre de sujets qui marchent plus tard dans différentes carrières, ne se trouve pas proportion en rapport avec les dépenses publiques qu'occasion fait concevoir les concours où les examens publics

Nouvelles plus récentes de Buenos-Ayres.

Par la voie de New-York nous recevons des dates de Buenos-Ayres jusqu'au 23 septembre inclusivement.

L'armée destinée à opérer contre le général Santa-Cruz, surnommé le protecteur de la Bolivie et du Pérou, était prête à se mettre en marche. L'avant garde était déjà à Jujui. On représente l'armée comme étant dans un état de parfaite discipline, et remplie d'enthousiasme.

Les lettres particulières de Jujui disent, sous la foi d'un rapport fait par un individu de haute respectabilité, arrivé de Supacha depuis cette dernière ville qu'un bataillon bolivien fort de 600 hommes (ci-devant appartenant à l'armée de feu le général Salvatierra), s'était soulevé à Santiago de Cotagaita ; qu'il avait tué son colonel et s'était mis en marche contre cette république.

Il paraissait néanmoins probable qu'avant d'arriver aux frontières, ce bataillon serait attaqué par des troupes boliviennes, envoyées de Tupize, de Supacha et de Talina à sa poursuite, sous les ordres des généraux Brown et Madinacell ; du résultat à toute heure à Jujui la nouvelle du résultat de cette expédition.

Le bruit courait que le gouvernement de Jujui se disposait à envoyer un corps de troupes pour protéger le bataillon en question.

CHILI.—L'exécution des révoltés de Quillota a eu lieu le 4 du juillet. Les individus dont les noms suivent sont ceux qui furent exécutés:

Le ci-colonel José Antonio Vidaurre,
L'ex-lieutenant-col. José Antonio Toledo,
L'ex-capitaine Santiago Florin,
" Narciso Carvallo,
" Daniel Farolins,
L'ex sous-lieutenant Carlos Ulloa,
Le caporal Louis Ponce.

Conformément au texte de la sentence rendue par la cour martiale, la tête du coupable José A. Vidaurre fut placé au bout d'une perche sur la place de Quillota, et la tête droit de Santiago Florin attaché à une autre perche et placé à l'endroit même où il avait assassiné le ministre plénipotentiaire de la guerre Don Diego Portales. Plusieurs autres complices, furent, disent-on, transportés à Juan Fernandez.

L'atrocité du travail commis par Vidaurre a été récemment quelque jugement rendu par la Mémoria de Valparaiso. Le passage disent s'était toujours montré le général-lieutenant de l'ex-colonel, et il fut si bien trompé par les assurances multipliées que les donnait son protégé de sa fidélité que malgré les prudens conseils de tous ses amis, il avait toujours continué à le combler de ses faveurs.

L'expédition de Chili contre le général Santa-Cruz était prête à mettre à la voile le 25 août. Le général

GRAINES FRAICHES DE JARDINAGE.

Les soussigné, informe ses amis et le public que pour leur donner plus de facilité, il a transporté ses graines de jardinage du No 284 au No. 18 une de la Course, où il tient un grand assortiment de graines fraîches de jardinage ; graines pour les fermiers ; graines à fleurs ; bourgeons de fleurs ; super bes roses de différents genres, etc.

Il a aussi reçu de son frère Huntsville, un grand assortiment de pêches hâtives, tardives, pruniers, pommiers, cerisiers, abricotiers, et noisetiers, bourgeons de framboises, ratisins, 6,000 pacines d'asperges et quelques barils de pommes de terre pour planter. A vendre aux prix du Theobarn.

29 nov—3 WILLIAM DINN.

PORTRAITS.

L'ANGOT, peintre de portraits, informe le public, qu'il a son domicile est toujours à l'enseigne du Portrait de St. Pierre, au dessus de la pharmacie.

Il se charge en outre, de la restauration des portraits endommagés et de vernir ceux qui en ont besoin.

Succession vacante de Joseph Chey, Ron.—Les créanciers de cette succession sont invités d'une faire connaître et à produire aux soussignés, bureau de Quartier No. 21, une note montant de leurs créances et des titres sur lesquels elles sont fondées.

PRE. GAILLARD,
FEUILLAS DORVILLE, } Curateurs.

13 nov—6, tpr.

Succession vacante de feu Eugene Quezac.—Les créanciers de cette succession sont invités à présenter leurs comptes avec les titres à l'appui, au soussigné curateur de la dite succession, dans les dix jours qui suivront cette publication.

St-Bernard ville est ue St. Philippe ma. 1827.

23 nov—10 P. C. BIRON, curateur.

Avis.—Le soussigné ayant ci-devant pris bail à faire de, trois billets tirés par lui, à l'ordre de Elizabeth Wingard, épouse de George Kline, 1t datés du 16 février 1837, et payables un an après la susdite date; un billet de 94,000, et les deux autres de 47,500 chaque. Le dit billets ont été donnés en paiement de deux lots situés au faubourg Lafayette, maintenant compris dans les pourtours des héritiers Poultney.

15 nov—3 tpr FRANCIS SCHUNER.

Un bon imprimeur lithographe trouvera de l'emploi en s'adressant au bureau de l'Abeille.

27 nov—3

CLUBB DES JOCKEYS
Des Courses de la Nouvelle-Orléans.

Une Assemblée du Clubbe des Jockeys aura lieu à l'Hôtel de la Bourse, le mercredi 29 du courant, à 7 heures du soir.—On requière de l'exactitude à s'y rendre.

27 nov—3 J. E. STERRETT, Secrétaire.

Compagnie de Gaz et de Banque de la Nouvelle-Orléans.

27 novembre 1837.

Les actionnaires de cette institution sont et date prévenus qu'une assemblée de cette direction aura lieu à la maison de ladite banque, rue de Toulouse, à 12 heures du matin à la Bourse de l'après-midi.

27 nov—3 J. W. EGGLESTON, caissier.

DERNIERES DATES.

New-York	nov 25	Liverpool	oct 15
Boston	nov 19	Londres	oct 20
Philadelphie	nov 21	Havre	oct 15
Baltimore	nov 21	Paris	oct 14
Charleston	nov 22	Bordeaux	nov 7
Washington	nov 20	Madrid	oct 7
Mexico	sept 16	Cadix	sept 1
Tampico	oct 25	Havane	nov 15
Vera-Cruz	oct 26	Houston (Texas)	nov 4

COMMERCIAL.

VENTES DE COTON FAITES HIER.

61 balles Mississipis		9a
68 do	do	7½
24 do	do	9½
210 do	do petit Louisiane	
257 do	do et Louisiane	8a
116 do	do	10
110 do	do	9½
48 do	do	9½
40 do	do	10a
36 do	do	11a
8 do	do	12a
86 do	Alabama	7a
36 do	Tennessee	7
1298		

NEW YORK, 26 nov.

Ventes d'Actions.

15 actions Banque des Etats Unis		121½
50 do	do	121½
50 do	do 2 semaines	121½
50 do	do comptant	121½

Cincinnati, 17 nov.

Le négoce s'est ralenti, cette semaine. La demande pour les articles d'exportation a été plus faible qu'il y a quelques temps. Les produits sont toujours recherchés.

Farine—Commande déjà 6 271, au canal, il est pris sur arrivé.

Whiskey—Est plus élevé qu'à aucune autre époque de la saison. Ventes à 26et 26½ cents.

Jambon—Devient rare; peu de ventes à 7 et 8c.

Graine—Sans de remarquable à mentionner.

Beurre—En barriles, 12à à 14.

Comestibles—Bon approvisionnement; demande modérée sans changemens dans les prix.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

Goel Margaret, Phillips, Houston. W Bryan
Goelette Beny. D Jackson, Charlotte Harbour.
J V Laborde
Goelette Minstor, Burton, Brasses St. Yago.
J Marigonin

Arrivée.

Barque de remorque Porpoise, Martin, des Passes, ayant mis en mer la navire Harold et la goelette Minerve ; il a quitté les passes 26, à 6 heures p. m. et n'a aucune nouvelle de nouveau ; il a rencontré le Porpoise entrant la Barre, remorquant deux navires et une goelette.

Bateau de remorque Porpoise, Martin, des Passes, ayant mis en mer les navires Margaret et Denmark; revenu de même.

L'armée l'a représenté telle qu'elle apparaissait dans le cinquième année de la guerre, lorsque Soult n'était dégouttée du manteau royal et revêtue de vêtemens blancs, elle s'apprêtait à mourir avec une politique expression d'exaltation et d'audace.

Les travaux vont commencer immédiatement au chemin de fer de Lorient à Quimper, qui sera terminé au plus tard dans l'année suivante.

— On écrit de Bergen (Norvège), le 16 septembre.

Cette année a été remarquable par des circonstances sans exemple dans nos annales maritimes; malheureusement, cette effrayante quantité de poissons tant la mer nous a gratifiée, il y a impossibilité du l'écouler par aucune consommation connue jusqu'ici.

Si la pêche des harengs a produit, on a fourni 600,000 tonneaux (ou milliard 200,000 livres ; la même quantité double de celle des années les plus fructueuses. Par malheur, la saison a été si courte, épuisé à une baisse si forte, que les harengs exportés n'ont pas produit plus que ceux des années précédentes, où la pêche n'a été rien moins que riche.

Communications avec l'Inde par l'Euphrate

Les avantages et les désavantages de la communication par l'Euphrate, que le colonel Chesney a été chargé d'explorer ; ont été développés par un article publié par le journ ur allié d'Angleterre à Bombay, le 25 juin pour revenir